



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN



Policy brief no.3

Développer l'économie de la réparation pour promouvoir l'innovation circulaire dans les États insulaires d'Afrique et de l'océan Indien

Déclaration exécutive

L'innovation est nécessaire pour développer l'économie circulaire dans les pays AIODIS, à la fois dans l'objectif global de réduire l'utilisation non durable des ressources, les émissions et les déchets, mais également pour surmonter les défis liés à l'insularité dans ce domaine. Le rôle du droit de la propriété intellectuelle (DPI) à cet égard est d'encourager l'innovation, mais pas de promouvoir la mise au rebut et le remplacement précoces des produits, en restreignant les informations sur les réparations ou l'accès aux pièces détachées. Compte tenu de la complexité de la mobilisation des droits de propriété intellectuelle dans les États insulaires d'Afrique et de l'océan Indien, il convient d'accorder la priorité à la promotion de l'institution de dispositions relatives aux droits à la réparation ne relevant pas de la propriété intellectuelle.

Message clé et engagements régionaux

La plateforme des États insulaires d'Afrique et de l'océan Indien devrait viser les engagements régionaux suivants pour promouvoir l'économie de la réparation:

Engagement 1:

Approbation ministérielle de la promotion de l'économie de la réparation par les États insulaires d'Afrique et de l'océan Indien.

Engagement 2:

Organisation d'une conférence sur l'économie de la réparation dans les États insulaires d'Afrique et de l'océan Indien à l'intention des décideurs politiques, afin de tirer les leçons de l'expérience internationale, d'échanger les enseignements régionaux et de créer des partenariats.

Engagement 3:

lancement d'une campagne visant à stimuler les associations de réparation nationales dans les pays AIODIS.

Engagement 4:

lancement d'une campagne régionale de sensibilisation des consommateurs aux avantages de l'allongement de la durée de vie des produits et des pièces grâce à la réparation par opposition au gaspillage et au remplacement.

Engagement 5:

Mise en place d'une plateforme d'échange des parties prenantes de l'économie de la réparation dans les États insulaires d'Afrique et de l'océan Indien, en s'inspirant des exemples réussis de l'UE et de l'ASEAN.

Situation actuelle

- Encourager l'innovation au niveau de l'individu ou de l'entreprise en l'absence d'écosystèmes d'innovation profonds et étendus, la diffusion de la technologie est nécessaire pour surmonter les inégalités sociales.
- Cela peut se faire en encourageant la prolongation de la durée de vie des produits intégrant des technologies et de leurs pièces par le biais d'activités de réparation (réutilisation, réparation, remise à neuf, refabrication et réaffectation) plutôt que par le remplacement.
- Les gouvernements AIODIS peuvent promouvoir les activités de réparation en
- facilitant l'organisation et la formalisation des réparateurs indépendants,
- éduquant les consommateurs sur les avantages de la réparation
- promouvant une plus grande disponibilité des informations et des pièces de rechange, et,
- favorisant l'accès aux équipements et aux installations de réparation et de fabrication.

- Les activités de réparation ont le potentiel de contribuer à plus de 1,5 % du PIB des États insulaires d'Afrique et de l'océan Indien, de réduire les déchets (automobiles, déchets électroniques, vêtements et textiles, appareils médicaux, appareils ménagers, production d'énergie renouvelable, pêche et construction), de promouvoir la compétitivité économique et la valeur ajoutée nationale, ainsi que l'emploi des jeunes et des femmes.
- Une fois que les activités de réparation auront pris de l'ampleur, il y aura une demande de réformes politiques et réglementaires de plus haut niveau (par exemple, conception écologique, droits des consommateurs, réglementation de la concurrence, commerce et remèdes fiscaux, approbation accélérée des brevets pour les technologies vertes, stratégies de propriété intellectuelle plus ouvertes au niveau de l'entreprise, éducation et recherche et développement) afin de soutenir davantage la réparation et l'innovation circulaire.
- Ces interventions se multiplient rapidement à l'échelle mondiale, la promotion de l'économie de la réparation ayant gagné en popularité et en pertinence au cours des deux dernières décennies, les États-Unis, l'UE et l'Afrique du Sud en étant les principaux exemples.

Politique nationale et engagement

- Le Cap Vert est le seul pays à avoir lancé des réformes de la propriété intellectuelle concertées pour l'innovation et la compétitivité, mais cela n'induit pas nécessairement l'innovation circulaire sans d'autres mesures telles que la promotion de l'économie de la réparation.
- À Maurice, les entreprises et le gouvernement ont approuvé des cadres d'économie circulaire qui reconnaissent le rôle des activités de réparation, mais il faut maintenant s'engager sur d'autres interventions de soutien qui pourraient générer une réforme future de la politique et de la réglementation.
- Les Seychelles cherchent à limiter l'importation de biens technologiques intégrés de mauvaise qualité (et donc moins réparables), mais leurs réglementations financières et leurs régimes d'autorisation restreignent les activités de réparation, alors que les déchets électroniques se multiplient et que les décharges deviennent de plus en plus dangereuses.
- São Tomé et Príncipe et les Maldives ont tous deux bénéficié d'importants investissements récents dans la production d'énergie renouvelable, ce qui a créé un nouveau flux de déchets qui pourrait être traité par la promotion de la réparation.
- Les réparations effectuées par les ménages et les indépendants sont populaires à Madagascar et pourraient servir à promouvoir la compétitivité et la valeur ajoutée à l'intérieur du pays, mais la mauvaise qualité des importations de produits intégrant des technologies et le manque d'informations sur les réparations et les pièces détachées entravent la promotion de l'économie de la réparation.
- Les Comores, le Guinée-Bissau et São Tomé et Príncipe ont tous des secteurs informels importants à exploiter et des balances commerciales négatives importantes à atténuer (c'est-à-dire en réduisant la demande d'importations de produits neufs) à travers la promotion de l'économie de la réparation.

Partenariats

Outre les contributions propres des États insulaires d'Afrique et de l'océan Indien et les partenariats de financement existants avec la Banque mondiale, d'autres partenariats de financement et de coopération devraient être mis en place avec les organismes suivants:

- le Fonds pour l'environnement mondial et les programmes associés tels que l'International Waters Learning Exchange and Resource Network (Réseau international d'échange d'informations et de ressources sur les eaux)
- la plateforme européenne d'échange des parties prenantes de l'économie circulaire de l'UE et ses bénéficiaires, la plateforme des parties prenantes de l'économie circulaire de ASEAN.

Message clé et engagements régionaux

Individuellement, les gouvernements des États insulaires d'Afrique et de l'océan Indien devraient s'efforcer de prendre les engagements suivants au niveau national:

Engagement 1:

Désignation officielle d'un ministère chef de file pour la promotion de l'économie de la réparation

Engagement 2:

Les ministères chefs de file doivent poursuivre l'engagement avec les parties prenantes de l'économie de la réparation en vue de créer des associations nationales de réparation.

Engagement 3:

En consultation avec les parties prenantes de l'économie de la réparation, formaliser l'identification des principaux secteurs de produits / flux de déchets pour la promotion de la réparation.

Engagement 4:

Collaboration avec les réparateurs dans le cadre de campagnes nationales de sensibilisation des consommateurs visant à populariser la réparation et les métiers de la réparation, à fournir des informations sur la manière d'accéder aux services de réparation ou à mettre au rebut les produits en fin de vie afin que leurs pièces puissent être récupérées pour la réparation.

Engagement 5:

Mandater les associations nationales de réparateurs pour créer des partenariats d'échange d'informations avec les associations de réparateurs au niveau international et promouvoir la réparation au niveau local par le biais d'initiatives telles que les « Repair Cafés » (rencontres communautaires gratuites pour apprendre à réparer des objets courants).

Engagement 6:

Améliorer l'accès à la réparation, à la fabrication et aux équipements numériques en créant des laboratoires de fabrication (FabLabs) au niveau local.

Remerciements

Remerciements à la Commission de l'océan Indien pour la mise en œuvre du projet SWIOFISH2, avec le soutien financier de la Banque mondiale.

Références/Informations complémentaires

Accueil | Commission de l'océan Indien (commissionoceanindien.org)

SWIOFISH2 | COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Blue Tower - 5ème étage | Rue de l'Institut, Ebène, Mauritius
Tel: (+230) 402 61 00 | E-Mail: secretariat@coi-ioc.org